

avec les programmes que le gouvernement nous implore depuis deux ans, mène à l'égalitarisme et nous ravira notre bien le plus précieux, notre liberté, en supprimant le libre jeu du marché et en mettant entre les mains des amis du gouvernement libéral et des bureaucrates de plus en plus de contrôle et de pouvoirs arbitraires pour qu'ils puissent s'immiscer dans nos vies.

Je prie le gouvernement de considérer certaines des propositions que j'ai faites ce soir au sujet des taux d'intérêt, car il doit bien y avoir quelque part une solution étrangère à la politique qui puisse sortir celui-ci du cauchemar dans lequel le pays est plongé. La productivité jugulera l'inflation, comme nous l'a dit maintes fois le ministre des Finances (M. MacEachen). Toutefois, les deux derniers budgets du gouvernement n'ont mené à aucune mesure législative qui nous conférerait le pouvoir magique de créer de la richesse et de libérer le potentiel énergétique du Canada.

Je demande aux députés d'en face, pour l'amour du ciel, de bien vouloir changer de politique avant d'enlever à notre pays tout respect de soi-même, de façon que les Canadiens aient encore le droit de posséder une maison et d'élever leur famille dans un vrai foyer. Peut-être est-ce là l'idée même d'une pareille mesure législative. Le gouvernement ne veut peut-être pas, justement, que les familles canadiennes aient un vrai foyer.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, il est rare que la Chambre ait le privilège d'entendre deux discours comme ceux qui viennent d'être prononcés par le député de Hamilton Mountain (M. Deans) et le député de Capilano (M. Huntington). Ils ont, chacun à leur façon, exprimé un principe qu'ils ont en commun, j'espère, avec une grande partie du monde. Je reviens tout de suite à ce dénominateur commun, mais d'abord, j'aimerais parler du bill qui est censé modifier une loi assez vénérable, soit la loi nationale sur l'habitation. Je pense que tous à la Chambre conviennent que cette loi est loin de satisfaire aux besoins dont nous parlons tous ce soir.

**M. Cosgrove:** Pas de ce côté-ci!

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Je regrette l'interpellation du ministre, parce que j'espérais qu'il considérerait mes commentaires comme étant l'avis de tous les partis et de tous les Canadiens. Nous avons écouté le député de Hamilton Mountain exprimer le point de vue humanitaire. Il a parlé pour la presque totalité des Canadiens qui, instinctivement et logiquement, souhaitent posséder leur propre maison. Ensuite, nous avons écouté les remarques du député de Capilano. Jusqu'aux dernières phrases, il a essayé de tirer au clair les raisons pour lesquelles nous avons choisi l'orientation que nous poursuivons au Canada depuis 10 ou 15 ans, et il a essayé de définir l'orientation à suivre. J'essaierai de rester dans le même ordre d'idées.

Je suis convaincu que tous les partis à la Chambre, malgré leur esprit de parti, reconnaissent depuis longtemps le droit de posséder sa propre maison et d'y élever une famille ainsi que tous les droits de cette famille comme des droits inaliénables. Je ne crois pas qu'un seul libéral dans le pays ne souscrive à ce principe. Je suis sûr que tous les Canadiens sont d'accord. En partant de ce principe, je pense qu'il faudrait analyser avec soin les deux discours qui ont été présentés ce soir ainsi que

### *Le logement*

mes réflexions, parce que le droit à la propriété, le droit à sa propre maison, c'est un droit qui a mis du temps à être accepté dans le monde occidental, mais qui est néanmoins, j'en suis sûr, accepté au Canada et partout en Amérique du Nord depuis des années.

La loi nationale sur l'habitation devrait nous permettre de revaloriser ce droit et de le faire respecter. Nous pouvons ne pas nous entendre sur la façon dont nous pourrions y arriver, mais nous devrions nous entendre sur l'objectif fondamental. A cette étape de notre développement dans le monde, non seulement un être humain devrait avoir droit d'avoir à manger mais aussi d'avoir un toit d'une qualité raisonnable, comme l'a dit le député de Hamilton Mountain. Si nous pouvons accepter ce principe, je pense que les propos légèrement teintés d'esprit de parti que je tiendrai pourront se prendre avec relativement bonne grâce.

J'estime, bien qu'il ait refusé de me donner raison, que le ministre s'est présenté à la Chambre avec le désir bien réel d'apporter de l'aide dans le domaine du logement. Je l'ai déjà dit à la Chambre. Toutefois, quand a été déposé l'épouvantable budget du 12 novembre, le ministre, pour employer une expression maintenant populaire à la télévision nationale, du moins aux États-Unis, a été emporté par un raz de marée de critiques. Je pourrais employer d'autres expressions pour décrire ce qui s'est passé. Le député de Capilano l'a décrit très clairement. Une poignée de gens obtiendront, grâce à cette mesure, une aide passagère. Cette aide consistera en un sursis pour le remboursement de leur dette. Au lieu d'être endettés pendant vingt ans, ils seront désormais endettés indéfiniment. C'est tout. Sans entrer dans les détails, cela peut s'accepter.

● (2130)

Avant de présenter son budget, le ministre répétait sans cesse: «Attendez le budget». Il s'est donné beaucoup de mal pour que les nouvelles que renfermait le budget au sujet de la politique d'habitation fussent communiquées à la population le lendemain de la présentation du budget. On l'a accusé de contrevenir aux usages de la Chambre et finalement, ses collaborateurs lui ont avoué qu'ils s'étaient rendus coupables d'irrégularités.

Essentiellement, le bill à l'étude ne réussit pas à s'attaquer au problème que pose la reconnaissance du droit au logement. En fait, tout le monde en convient, le gouvernement n'a tout simplement pas les fonds nécessaires pour appliquer toutes les recommandations du député de Hamilton Mountain et du député de Capilano. Ce bill est basé sur l'idée, déjà entérinée antérieurement, que c'est au gouvernement qu'il appartient de financer ces programmes et de garantir ce genre de prêts.

Je dis simplement que le gouvernement, après être allé, l'automne dernier, emprunter près de 13 milliards de dollars à 19½ p. 100, ne peut être blâmé de ne pas vouloir remettre quelques milliards au secteur du bâtiment, un milliard à l'agriculture, encore une poignée de milliards aux industries d'exportation et une autre aux petites entreprises canadiennes, dans le but d'engendrer la richesse dont parle le député de Capilano. Les principes mêmes du projet de loi ne permettent pas au gouvernement de distribuer l'argent qui mettrait la machine en marche.